

PRÉFET DE LA CORREZE

Direction départementale
des territoires

Arrêté préfectoral n° 19-2016-00378
prescrivant les travaux d'effacement d'un plan d'eau
abrogeant les arrêtés préfectoraux du 24/02/2004, du 12/01/2006,
du 24/03/2016

Commune de Lagarde-Enval

Le préfet de la Corrèze,

Vu le code de l'environnement, partie législative ;

Vu les articles R 214-1 à R 214-5, R 214-32 à R 214-56 du code de l'environnement, partie réglementaire ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2016 portant délégation de signature à M. François Geay, directeur départemental des territoires de la Corrèze ;

Vu l'arrêté du 6 juillet 2016 portant subdélégation de signature à M. Stéphane Lac, chef du service environnement, police de l'eau et risques ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 février 2004 autorisant la régularisation d'une pisciculture de valorisation touristique composée de 4 bassins au profit de M. Lucien Noilhetas sur sa propriété au lieu-dit « le Petit Bois », commune de Lagarde-Enval, enregistrée sous le numéro 190980900 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 janvier 2006 portant modifications des prescriptions de vidanges de l'arrêté préfectoral du 24 février 2004 au profit de M. Lucien Noilhetas ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mars 2016 portant modifications des prescriptions de dérivation de l'arrêté préfectoral du 24 février 2004 et octroyant un délai supplémentaire d'exécution des travaux au profit de M. Lucien Noilhetas ;

Considérant que M. Lucien Noilhetas, usufruitier, Mme Corinne Noilhetas et M. Thierry Noilhetas, nus-proprétaires, ont confirmé l'effacement de leur plan d'eau par courrier recommandé reçu le 25 juillet 2016 ;

Considérant que le souhait émis par monsieur Lucien Noilhetas le 22 octobre 2016, d'aménager dans l'assiette du plan d'eau une mare de moins de 1000 m² de superficie ne remet en cause l'abrogation des autorisations antérieures et l'effacement du plan d'eau actuel comme prévu dans le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis le 15 septembre 2016 ;

Considérant que la remise en état des lieux est bénéfique à la qualité du milieu aquatique ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Corrèze ;

Arrête

Article 1^{er} - Il appartient aux propriétaires, M. Lucien Noilhetas, usufruitier, Mme Corinne Noilhetas et M. Thierry Noilhetas, nus-propriétaires appelés ci-dessous le demandeur, demeurant Monsieur Lucien Noilhetas « les Jordes, 19150 Lagarde Enval, Madame Corinne Noilhetas 28, bois de Jaleix, 19150 Lagarde-Enval, M. Thierry Noilhetas Courbiat 19150 Pandrignes, de prendre toutes dispositions pour effacer l'étang et le barrage situé au lieu-dit « le Petit Bois » commune de Lagarde-Enval, section AC, parcelles n°226, 227 et 229, enregistré sous le numéro 190980900 .
Masse d'eau FRFRR344_3 ruisseau de la Ganette.

Article 2 - Prescriptions techniques :

L'opération doit se dérouler en trois phases :

- la vidange du plan d'eau, bassin par bassin ;
- l'assec pour éviter tout relargage de sédiment lors des travaux d'effacement ;
- l'effacement de l'ouvrage du barrage.

21 - Dispositions concernant la vidange

211 - Relatives aux périodes d'interdiction :

Les eaux de vidange s'écoulant directement, ou par l'intermédiaire d'un fossé ou exutoire, dans un cours d'eau de première catégorie piscicole, la vidange du plan d'eau est interdite pendant la période du 1^{er} décembre au 31 mars inclus.

Le service environnement, police de l'eau et risques doit être informé de la date du début de la vidange, de la date de pêche et du début de la remise en eau et ce, au moins quinze jours à l'avance.

212 - Relatives à la décantation des vases :

Le cours d'eau situé à l'aval du plan d'eau ne doit subir aucun dommage du fait de la vidange, tel que le déversement de sédiments. Un dispositif efficace de décantation permettant de retenir les sédiments en fin de vidange doit être mis en place à l'initiative du permissionnaire : réalisation d'un bac de décantation en sortie de pêcherie ou épandage des eaux boueuses de vidange par déviation de ces eaux sur l'une des deux berges de la rigole de vidange (mise en place de déflecteurs ou d'un tuyau en sortie de pêcherie).

Tout incident sera déclaré immédiatement au service environnement, police de l'eau et risques (Seper).

213 - Relatives à la récupération des poissons et crustacés ainsi qu'à l'élimination des espèces interdites :

Les poissons et crustacés présents dans le plan d'eau doivent être récupérés de manière à éviter leur dévalaison dans le cours d'eau. Ils appartiennent au propriétaire qui en a le libre usage hormis les espèces suivantes qui doivent être détruites :

- brochet, perche, sandre, black bass ;
- les espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques (poisson-chat, perche soleil, écrevisse américaine, écrevisse de Californie, écrevisse de Louisiane, etc.) ;
- les poissons et autres espèces non représentées dans les cours d'eau français (carpes chinoises, esturgeons, etc.).

La vente de poisson vivant est soumise à l'obtention préalable d'un agrément sanitaire auprès des services vétérinaires de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP).

22 - Dispositions concernant l'assec

221 – Respect d'un assec minimum :

Afin d'éviter au maximum le relargage de sédiments lors de l'effacement du barrage, un assec d'au moins 6 mois doit être respecté. Durant la durée de l'assec, le système de décantation des sédiments doit rester opérationnel et régulièrement entretenu.

23 - Dispositions concernant l'effacement de l'ouvrage

Lors de la réalisation des travaux d'effacement de l'ouvrage du barrage, toutes précautions doivent être prises afin de ne pas porter atteinte au milieu aquatique, en particulier :

- veiller à ce que les engins de chantier n'effectuent pas de passages répétitifs dans les zones sourceuses et les zones d'écoulement ;
- éviter tout largage de sédiments dans le ruisseau aval (dispositifs de rétention des fines à mettre en œuvre) et tout rejet d'hydrocarbures et autres produits utilisés par les engins de chantiers ;
- revégétaliser les berges ainsi que l'emplacement de l'ancien étang et de son barrage de manière à éviter leur érosion ;
- rétablir les écoulements existants dans leurs largeurs et profondeurs naturelles. L'entretien du site doit être réalisé afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges (enherbement) et préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques, en limitant l'émission de matières en suspension ;
- en aucun cas sur-creuser, rectifier ou recalibrer les écoulements.

Le demandeur doit également informer à l'avance (au moins 10 jours) monsieur le chef du service départemental de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema au 05 55 20 85 78) et le directeur départemental des territoires, du début des travaux.

Le cas échéant, tout nouveau projet de reconstruction du barrage doit faire l'objet d'une demande préalable de création de plan d'eau avec dossier complet déposé auprès de la direction départementale des territoires de la Corrèze, service environnement, police de l'eau et risques (Seper).

Article 3 - Délai des travaux :

Les travaux d'effacement du plan d'eau doivent être réalisés dans un délai maximum de deux ans à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Le demandeur doit aviser la direction départementale des territoires de la Corrèze, service environnement, police de l'eau et risques (Seper) de l'achèvement des travaux prescrits par le présent arrêté. La conformité des travaux à ces prescriptions peut faire l'objet d'un contrôle à l'initiative du Seper.

Article 4 - Abrogation de l'arrêté de régularisation :

Les arrêtés préfectoraux en date du 24 février 2004, du 12 janvier 2006 et du 24 mars 2016 autorisant M. Lucien Noilhetas, à exploiter une pisciculture de valorisation touristique sur des terrains lui appartenant, sis au lieu-dit « le Petit Bois », commune de Lagarde-Enval, sont abrogés.

Article 5 - Voie et délais de recours :

Dans un délai de deux mois à compter de la réception de cet arrêté par le pétitionnaire, ce dernier peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, en application de l'article R514-3-1 du code de l'environnement :

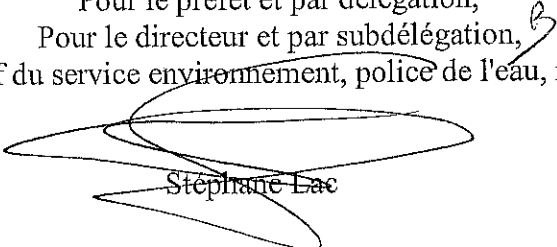
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 6 - Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze,
Le maire de la commune de Lagarde Enval
Le directeur départemental des territoires de la Corrèze,
Le chef du service départemental de l'Onema,
Le commandant du groupement de gendarmerie de la Corrèze,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tulle, le 1^{er} décembre 2016

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur et par subdélégation,
Le chef du service environnement, police de l'eau, risques,


Stéphane Lac